



Unifor vote: élections fédérales 2019

Coût de la vie et pouvoir d'achat

L'ENJEU

Il devient de plus en plus difficile pour les gens ordinaires d'avoir un niveau de vie décent. En ce qui concerne le coût de la vie, les Canadiens s'inquiètent du coût d'une maison (achetée ou louée), du coût des études postsecondaires (métiers, université ou collège), du coût des services de garde, et de l'incertitude des salaires et du fait qu'ils la hausse de coût de la vie.

UNE VISION PROGRESSISTE

La solution à la crise de la hausse du coût de la vie à laquelle sont confrontés de nombreux ménages ne consiste pas à réduire les impôts au profit des riches, mais plutôt à renforcer les services publics, à augmenter les revenus et à accroître la sécurité économique des gens partout au pays.

QUE SE PASSE-T-IL?

Les principaux indicateurs économiques du Canada font état d'une économie relativement vigoureuse avec une faible inflation, une forte croissance par rapport aux tendances mondiales et un taux de chômage exceptionnellement bas. Le problème, c'est que les manchettes décrivent ce qui se passe « en moyenne », mais ne décrivent pas du tout l'impact de l'économie sur un travailleur ou sa famille au quotidien.

Un récent sondage effectué à partir des données d'Abacus a révélé que le coût de la vie et le pouvoir d'achat sont les principaux facteurs qui influenceront sur le vote des gens lors des prochaines élections. Les électeurs s'inquiètent surtout du coût du logement, des services de garde d'enfants et de l'éducation postsecondaire; ils se demandent si leurs emplois vont rester stables et si les salaires vont augmenter pour suivre le rythme de la hausse des coûts.

Pour la plupart des ménages canadiens, le logement représente l'élément le plus coûteux de leur budget. Une étude publiée par le Centre canadien de politiques alternatives a révélé que les travailleuses et travailleurs à temps plein qui gagnent le salaire minimum, ou tout juste au-dessus, ne peuvent se permettre un appartement d'une chambre à coucher dans la grande majorité des villes du pays.



actionpolitique@unifor.org
1-888-214-0544
uniforvote.ca

FAITS EN BREF

- L'économie canadienne a connu une croissance d'environ 3 % en 2017, mais la plus grande partie de cette augmentation est allée directement dans les poches des 10 % des personnes ayant les revenus les plus élevés.
- Un travailleur doit gagner 34 \$/h à Toronto, 18 \$/h à Saint-Jean, 16 \$/h à Québec, 27 \$/h à Calgary et 35 \$/h à Vancouver pour se payer un appartement de deux chambres.
- Les coûts des services de garde d'enfants ont chuté de 13 % à Saint-Jean en 2018, après que le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador eut fait d'importants investissements inspirés par le Québec dans le système de garderies.
- Le Canada continue de connaître un taux de chômage record de 5,8 % pour la première moitié de l'année. Ce chiffre devrait se traduire par une augmentation significative des salaires des travailleurs, mais les revenus ont à peine suivi l'inflation au cours des quatre dernières années.

De plus en plus de Canadiens reportent tout simplement de déménager, même pour des raisons d'éducation ou d'emploi, en raison des coûts et des risques associés au départ d'une maison qu'ils occupent déjà. Par ailleurs, s'ils déménagent, ils choisissent des espaces de plus en plus petits afin d'obtenir quelque chose de plus abordable pour le nombre de personnes à loger.

Les frais de garde d'enfants, qui s'élèvent en moyenne à 10 000 \$ par année, sont toujours plus élevés que les frais de scolarité annuels pour un diplôme de premier cycle. Dans de nombreuses régions du Canada, les provinces et les territoires, en partenariat avec le gouvernement fédéral, utilisent la politique publique pour réduire les coûts. Dans les provinces où l'intervention est importante, comme le Québec ou Terre-Neuve-et-Labrador, le coût des services de garde est faible ou en baisse. Mais ailleurs, les coûts peuvent être tout simplement hors de portée pour les familles avec de jeunes enfants.

En même temps, les salaires ont stagné ou sont même à la traîne. L'économie canadienne a connu une croissance d'environ 3 % en 2017, mais la plus grande partie de cette augmentation est allée directement dans les poches des 10 % des personnes ayant les revenus les plus élevés, alors que les revenus du reste d'entre nous ont à peine augmenté.

QUE DEVRAIT FAIRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL?

Afin d'améliorer le pouvoir d'achat pour la majorité des Canadiennes et Canadiens, le gouvernement fédéral devrait:

- Accroître les gains et la stabilité des travailleuses et travailleurs en adoptant un salaire minimum de 15 \$ pour les travailleurs sous réglementation fédérale, en étendant les normes du travail aux travailleuses et travailleurs atypiques et contractuels et en améliorant l'accès des travailleurs non syndiqués à la syndicalisation.
- Donner la priorité à des services publics solides et bien financés qui sont essentiels pour s'assurer que les gens ont un accès abordable aux nécessités afin de mener une vie saine et satisfaisante.
- Investir dans de meilleurs services publics dans les principaux secteurs préoccupants en ce qui a trait l'accessibilité financière notamment par la Stratégie nationale du logement, un programme national de garderies et un programme national d'assurance-médicaments.
- Renforcer les programmes de soutien aux travailleuses et travailleurs qui perdent leur emploi, y compris le programme d'assurance-emploi et le financement du recyclage.



actionpolitique@unifor.org
1-888-214-0544
uniforvote.ca